

COMpte RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE L'AGGLO FOIX-VARILHES
Mercredi 23 février 2022 à 18h30

Par suite d'une convocation en date du 17 février 2022 les membres composant le conseil de la communauté d'agglomération Pays Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin.

PRÉSENTS :

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraves (Brassac), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Danielle Carrière (Cazaux), Philippe Quainon (Cos), Michel Mabillet (Crampagna), Jacques Morell (Dalou), Jean-Paul Alba, Francis Authié, Jérôme Azéma, Marine Bordes, Elisabeth Clain, Thomas Fromentin, Jean-François Gavelle, Monique Gonzales, Agnès Leclerc, André Péchin, Florence Rouch, Anne-Sophie Tribout (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut Plantaurel), Michel Caux, Michèle Arséguel (Montgailhard), Christophe Piquemal (Pradières), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Monique Laye, Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury, Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière), Martine Esteban, Patrick Eychenne, Philippe Fabry, Marcel Lopez (Varilhes), Alban Alozy (Ventenac), Sylvie Berges, Annie Bouby, Didier Dupuy (Verniolle).

Serge Derramond (Baulou) représenté par son suppléant Didier Bonnel.

René-Bernard Authié (Celles) représenté par sa suppléante Maria Puntill.

ABSENTS ET REPRESENTÉS :

Raymond Fis (Coussa) procuration à Daniel Besnard

Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes

Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby

Michel Audinos (Soula) procuration à Pierre Ville

Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

ABSENTS :

Michel Peruga (Artix), Denis Martinez (Calzan), Paul Hoyer (Ferrières), Mina Achary, Lawrence Borjes, Pascale Canal, Christel Carol (Foix), Denis Bélard (Loubières), Michel Authié (Rieux-de-Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Nicole Mouchague, Julie Van Molle (Varilhes), Numen Munoz (Verniolle) Jean-François Spriet (Vira).

Le président ouvre la séance à 18 heures 30.

Il présente la modernisation de la salle de réunion avec les équipements informatiques installés récemment. Il rappelle l'importance du port du masque pendant la séance.

Monique Gonzales est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

Le compte-rendu du conseil du 15 décembre 2021 est adopté à l'unanimité.

Le président rend compte des décisions prises sur le fondement de la délégation consentie par le conseil communautaire.

Assemblées / Installation de deux conseillers communautaires titulaires et deux conseillers suppléants

Thomas FROMENTIN, président, déclare :

- Madame Laurence Degraves conseillère titulaire de la communauté d'agglomération, représentant la commune de Brassac, installée dans sa fonction.
- Madame Marie-Claude Birebent conseillère titulaire de la communauté d'agglomération, représentant la commune de Brassac, installée dans sa fonction.

- Monsieur Denis Martinez, conseiller titulaire de L'agglo Foix-Varilhes, représentant la commune de Calzan, est installé dans sa fonction.
- Monsieur Jean-Paul Naudi, conseiller suppléant de L'agglo Foix-Varilhes, représentant la commune de Calzan, est installé dans sa fonction.

Il excuse Denis Martinez de son absence, compte tenu de son élection le 21 mars 2022, il n'a pu se libérer.

DÉLIBÉRATIONS ADOPTÉES

1. Finances / Apurement du compte 1069 en vue du passage à la nomenclature M57

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, et son application progressive au secteur public local à l'échéance du 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que l'application de la nomenclature budgétaire et comptable M14 a rendu nécessaire la création du compte 1069 intitulé « reprise 1997 sur excédents capitalisés – neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », afin d'éviter que l'introduction de la procédure de rattachement des charges et des produits n'entraîne un déséquilibre budgétaire ;

Considérant que le passage programmé vers la nouvelle nomenclature comptable M57 impose préalablement l'apurement de ce compte 1069, selon les modalités exposées par le service des collectivités locales de la direction générale des finances publiques dans sa note de décembre 2018 relative aux « modalités d'apurement du compte 1069 » ;

Considérant que le compte 1069 fait apparaître un solde débiteur de 5.417,19 € ;

Considérant qu'il convient ainsi de créditer ce compte 1069 par le débit du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » (opération d'ordre semi-budgétaire) ;

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** l'apurement du compte 1069 avant le passage à la nomenclature comptable M57.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à solliciter du comptable public la passation des opérations d'ordre suivantes :

- Débit du compte 1068, pour un montant de 5.417,19€.
- Crédit du compte 1069, pour un montant de 5.417,19€.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : **DE DIRE** que les crédits seront prévus au budget primitif du budget principal pour 2022.

Adopté à l'unanimité.

2. Finances / Modification du règlement d'attribution des subventions aux associations et organismes

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, notamment ses articles 12, 15, 63 et 98 ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 relatif au contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Considérant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, dans lequel figure le soutien aux associations et organismes qui œuvrent sur le territoire de L'agglo et dans son champ de compétences ;

Considérant la nécessité de modifier le règlement d'attribution des subventions par l'introduction du contrat d'engagement républicain ;

Considérant que la modification proposée consiste à l'adjonction en annexe du règlement existant d'un modèle de contrat d'engagement républicain et la modification de l'article 6 dudit règlement ;

Agnès Leclerc demande que cette modification soit intégrée sous conditions de mentionner l'absence de contrôle du fonctionnement général de l'organisation, du comportement de ses membres ou de ses actions de plaider, par L'agglo.

Elle rappelle les normes constitutionnelles, législatives en vigueur sur le sujet et fait lecture du communiqué de la Ligue des droits de l'Homme en la matière.

Le groupe d'opposition propose ainsi un amendement : « il est précisé que L'agglo et ses élus ne mettront pas en place un contrôle généralisé de votre organisation tel que le souligne le contrat républicain. Le dossier de dépôt (engagement de confiance qui nous lie) tenant lieu de contrat ».

Le président rejoint la référence induite par plusieurs textes déjà en vigueur, notamment constitutionnels qui conduit à la complexification administrative. Toutefois, il indique l'application des lois républicaines par L'agglo. L'introduction de cet amendement pourrait laisser à penser, à l'inverse de ce qui est souhaité, que L'agglo pourrait conduire un contrôle général de l'association.

Le président soumet la proposition d'amendement.

Le conseil communautaire, à la majorité ne retient pas la proposition d'amendement.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le règlement d'attribution modifié de subventions aux associations et organismes dans le cadre de soutien à projets.

Est annexé au règlement d'attribution des subventions un modèle de contrat d'engagement républicain.

Article 2 : **D'AUTORISER** la mise en application du présent règlement modifié et sa diffusion auprès des organismes et associations.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à la majorité - 2 contres (Marcel Lopez et Agnès Leclerc)

3. Aménagement - Urbanisme / Prescription de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal valant programme local de l'habitat (PLUi-H) - définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu les articles L151-1 et suivants du Code de l'urbanisme qui fixent le contenu du PLUi et notamment les articles L151-44 et suivants qui précisent la possibilité de réaliser un plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat ;

Vu les articles L153-1 et suivants du Code de l'urbanisme qui précisent la procédure d'élaboration du PLUi-H, et notamment l'article L153-11 qui énonce les modalités de prescription du document d'urbanisme ;

Vu les articles L302-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitat qui présentent les objectifs du programme local de l'habitat ;

Vu les articles L103-2 et suivants du Code de l'urbanisme qui concernent la concertation ;

Vu l'article 101-2 du Code de l'urbanisme qui énonce les objectifs qui doivent guider l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026 : un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'axe 04 « cohésion et solidarités territoriales », l'objectif 44 « accompagner un aménagement cohérent du territoire », action 104 « accompagner la mise en œuvre des dispositifs fonciers et de planification » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 22 septembre 2021 fixant les modalités de collaboration avec les communes et approuvant la charte de gouvernance PLUi après examen en conférence intercommunale des maires le 8 septembre 2021 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 10 novembre 2021 actant le principe de s'engager dans un PLUi valant programme local de l'habitat (PLUi-H) ;

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que la conférence intercommunale des maires s'est réunie le 9 février 2022 pour examiner les éléments relatifs à la prescription, notamment les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;

Le président insiste sur le risque contentieux fort en matière d'urbanisme.

Anne-Sophie Kerbirou présente la prescription.

Elle indique que la prescription est une démarche formelle imposée par le Code de l'urbanisme qui indique notamment les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

La définition des objectifs poursuivis s'est appuyée sur :

- Les objectifs règlementaires définis dans le Code de l'urbanisme.
- Les objectifs issus du « Guide pour un urbanisme durable » élaboré par le Département de l'Ariège.
- Le projet « Agglo 2026 : un projet pour notre territoire ».
- Les objectifs de la procédure.
- Renforcer l'esprit communautaire de L'agglo en gagnant en cohérence dans la conduite des différentes politiques publiques par la mise en place d'un outil commun de planification et de gestion du droit des sols.
- Elaborer le projet en collaboration étroite avec les communes.
- S'inscrire dans une démarche de sobriété foncière et répondre aux enjeux listés à l'article L101-2 du Code de l'urbanisme.
- Prendre en compte les enjeux du guide pour un urbanisme durable élaboré par le département de l'Ariège et ceux des documents de rang supérieur, notamment du SCoT de la Vallée de l'Ariège.
- Accompagner la concrétisation du projet de territoire de L'agglo, décliné autour de quatre axes stratégiques :
 - Miser sur l'attractivité et le développement économique.
 - Agir au cœur des solidarités humaines.
 - S'inscrire dans la transition énergétique et environnementale.
 - Garantir la cohésion et les solidarités territoriales.
- Elaborer un PLUi tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H), afin d'harmoniser les politiques de l'habitat et de l'urbanisme qui sont étroitement liées, et de garantir équilibre territorial et mixité sociale.

Anne-Sophie Kerbirou indique que la compétence relative à la délivrance des autorisations du droit du sol incombe aux communes

Didier Bonnel souhaite que soient précisées les autorisations d'urbanisme instruites par la commune.

Anne-Sophie Kerbiriou répond que toutes les autorisations d'urbanisme sont concernées.

André Péchin indique que sur Foix a été menée une AVAP non menée à son terme.

Anne-Sophie Kerbiriou indique que pour l'heure aucune AVAP n'a été établie sur L'agglo ; toutefois, des études conduites sur Foix ont été réalisées ; la DRAC et l'ABF sont associés pour relancer cette procédure.

Elle rappelle le planning prévisionnel du PLUiH, avec un objectif d'approbation avant la fin du mandat.

Le président rappelle l'adoption de la charte de la gouvernance en septembre 2021. Il indique les coûts financiers qui ne peuvent pas être décorrélés des exigences de L'agglo en matière de concertation. Un travail de co-construction avec les communes sera mené (visites de terrain en juin 2022, séminaires d'élus, rencontres individuelles avec chaque commune membre).

Il insiste sur le projet de territoire du PLUi-H.

Marcel Lopez relève que les autorisations d'urbanisme restent certes de la compétence des communes mais qui se basent sur des orientations communautaires. Il note un processus d'intégration maximal des communes au sein de L'agglo.

Anne-Sophie Kerbiriou indique que L'agglo Foix-Varilhes s'engage à favoriser l'information et la participation des habitants, qui permettront d'enrichir la réflexion sur le projet de PLUi-H.

A cet effet, la concertation reposera a minima sur les modalités suivantes :

- Mise à disposition au siège de L'agglo Foix-Varilhes à Foix et à France Services à Varilhes d'un registre permettant de consigner les observations écrites et les suggestions du public.
- Mise à disposition au siège et sur le site internet de L'agglo Foix-Varilhes d'un dossier de suivi de l'élaboration du PLUi-H comprenant notamment les pièces du dossier validées et des décisions relatives à la procédure.
- Organisation de réunions publiques d'information sur les avancées du PLUi-H.
- Information du public par divers supports et moyens de communication : voie de presse, site Internet de L'agglo, affichage, etc.
- Possibilité d'adresser au président de L'agglo des observations, suggestions et remarques.

Il est proposé :

Article 1 : **DE PRESCRIRE** l'élaboration du plan local d'urbanisme valant programme de l'habitat (PLUi-H) de L'agglo Foix-Varilhes.

Article 2 : **DE DÉFINIR** les objectifs poursuivis suivants :

- Renforcer l'esprit communautaire de L'agglo en gagnant en cohérence dans la conduite des différentes politiques publiques par la mise en place d'un outil commun de planification et de gestion du droit des sols.
- Elaborer le projet en collaboration étroite avec les communes.
- S'inscrire dans une démarche de sobriété foncière et répondre aux enjeux listés à l'article L101-2 du Code de l'urbanisme.
- Prendre en compte les enjeux du guide pour un urbanisme durable élaboré par le département de l'Ariège et ceux des documents de rang supérieur, notamment du SCoT de la Vallée de l'Ariège.
- Accompagner la concrétisation du projet de territoire de L'agglo, décliné autour de quatre axes stratégiques :
 - Miser sur l'attractivité et le développement économique.
 - Agir au cœur des solidarités humaines.
 - S'inscrire dans la transition énergétique et environnementale.
 - Garantir la cohésion et les solidarités territoriales.

- Elaborer un PLUi tenant lieu de programme local de l'habitat (PLUi-H), afin d'harmoniser les politiques de l'habitat et de l'urbanisme qui sont étroitement liées, et de garantir équilibre territorial et mixité sociale.

Article 3 : **D'ARRÊTER** les modalités de concertation suivantes :

L'agglo Foix-Varilhes s'engage à favoriser l'information et la participation des habitants, qui permettront d'enrichir la réflexion sur le projet de PLUi-H. À cet effet, la concertation reposera a minima sur les modalités suivantes :

- Mise à disposition au siège de L'agglo à Foix et à France services à Varilhes d'un registre permettant de consigner les observations écrites et les suggestions du public.
- Mise à disposition au siège et sur le site internet de L'agglo Foix-Varilhes d'un dossier de suivi de l'élaboration du PLUi-H comprenant notamment les pièces du dossier validées et les décisions relatives à la procédure.
- Organisation de réunions publiques d'information sur les avancées du PLUi-H.
- Information du public par divers supports et moyens de communication : voie de presse, site internet de L'agglo, affichage, etc.
- Possibilité d'adresser au président de L'agglo des observations, suggestions et remarques, par courrier à l'adresse suivante : communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes - 1A avenue du Général De Gaulle - 09000 Foix ; ou par courriel à l'adresse suivante : pluih.concertation@agglo-pfv.fr; ces courriers et courriels seront insérés dans le registre de la concertation.

Article 4 : **DE DIRE** que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de L'agglo Foix-Varilhes et dans les mairies des communes membres. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

Article 5 : **DE DIRE** que conformément aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée sans délai à :

- La préfète de l'Ariège.
- La présidente de la région Occitanie.
- Le directeur d'infrastructure ferroviaire régionale en qualité de gestionnaire.
- La présidente du département de l'Ariège.
- Le président du parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises.
- Le président du syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale de la vallée de l'Ariège.
- Le président de la chambre d'agriculture de l'Ariège.
- La présidente de la chambre de commerce et d'industrie de l'Ariège.
- Le président de la chambre des métiers et de l'artisanat de l'Ariège.

Et transmise pour information :

- Aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale limitrophes et aux maires des communes limitrophes.
- Au directeur du centre régional de la propriété forestière d'Occitanie.

Article 6 : **D'AUTORISER** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Marcel Lopez et Agnès Leclerc)

4. Aménagement - Urbanisme / Poursuite par L'agglo Foix-Varilhes des procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux engagées avant le transfert de compétence : commune de Coussa

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté modifiant l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Pays Foix-Varilhes (L'agglo Foix-Varilhes) ;

Vu la délibération de la commune de Coussa du 21 octobre 2020 ayant prescrit la modification du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération de la commune de Coussa du 1^{er} décembre 2021 confiant à L'agglo Foix-Varilhes la poursuite et l'achèvement de la procédure engagée par la commune avant le transfert de compétence ;

Considérant que depuis le 1^{er} juillet 2021, conformément à l'article 136 de la loi ALUR, L'agglo Foix-Varilhes est compétente en matière de « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Considérant que ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite des procédures d'élaboration et d'évolution engagées par les communes. En effet, l'article L. 153-9 alinéa 1 du Code de l'urbanisme dispose que : « L'établissement public de coopération intercommunale [...] peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence » ;

Considérant que la commune de Coussa a chargé un cabinet pour l'assister dans l'évolution de son document d'urbanisme par voie contractuelle ;

Il est proposé d'acter la reprise de la procédure suivante afin de la mener à son terme :

- Commune de Coussa : modification du plan local d'urbanisme.

Il est proposé :

Article 1 : **DE DÉCIDER** de poursuivre la modification du plan local d'urbanisme de la commune de Coussa actuellement au stade de la prescription.

Article 2 : **DE MANDATER** le président pour conduire toute démarche et signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération et la poursuite desdits documents d'urbanisme.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les contrats relatifs à cette procédure sont transférés de plein droit à L'agglo Foix-Varilhes.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Marcel Lopez et Agnès Leclerc)

5. Solidarités / Service commun restauration collective - avenant n°1 à la convention de service

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment l'article L5211-4-2 qui dispose qu'en dehors même des compétences transférées, il est possible à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs ;

Vu la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, simplifiant la mise en place de services communs entre EPCI et communes membres, notamment en laissant le choix de baser un tel service au sein de l'EPCI ou de la commune ;

Vu la réponse ministérielle du 15 juillet 2017, concernant le principe de remboursement dans le cadre d'un service commun ;

Vu la convention de mise en place d'un service commun avec la commune de Verniolle et la délibération n°2021-84 du 7 juillet 2021 correspondante ;

Considérant les nouveaux besoins exprimés par le service commun en matière de fonctionnement, d'organisation et d'approvisionnement de la cuisine centrale de Verniolle, il s'avère nécessaire de modifier les articles 1, 5 et 9 de la convention initiale. L'avenant intègre aux activités nécessaires à la production et la livraison des repas, les études et audits relatifs au fonctionnement, à l'organisation et à l'approvisionnement de la cuisine centrale et dit que le remboursement de L'agglo à la commune des frais s'y rapportant s'effectuera sur la base de cinquante pour cent du montant de la dépense ;

Le président indique qu'il s'agit d'une démarche tendant à poursuivre l'objectif de fourniture de repas fabriqués localement aux sites de L'agglo.

Didier Bonnel demande si le service dessert les écoles.

Annie Bouby répond que la cantine municipale de Verniolle dessert les écoles de :

- Verniolle
- Ferrières / Prayols
- SIVE de la vallée du Crieu

Un prestataire de services est aussi concerné (le triporteur) qui assure une prestation de livraison de repas à domicile notamment en faveur des personnes âgées.

Martine Esteban demande si cet équipement peut avoir, dans l'avenir, une vocation communautaire (une cuisine centrale intercommunale).

Annie Bouby répond que la commune de Verniolle va conduire un audit à ce sujet. Il faudra mener une réflexion à l'issue de cette étude.

Le président indique que pour l'heure, la résidence autonomie émet une satisfaction forte. Toutefois, il ne sera pas envisagé au sein de ce mandat le transfert de l'équipement au niveau communautaire.

Jean-Claude Serres sollicite le prix du repas.

Annie Bouby répond que le prix de revient s'élève à 6,02 euros. Toutefois, le prix payé dépend des politiques publiques applicables (par exemple pour Verniolle une partie est prise en charge par le CCAS).

Marcel Lopez déplore la non prise en compte d'une logique territoriale et la prise en charge par un opérateur privé du portage des repas.

Annie Bouby répond que le triporteur est une société privée qui a sollicité la commune pour la fourniture des repas.

Le président remet au centre du débat la question du coût du service. Il convient de fonctionner par étape.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** les dispositions de l'avenant n° 1 à la convention de service commun restauration collective.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer ledit avenant à la convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité - 1 abstention (Marcel Lopez)

Elisabeth Clain quitte l'assemblée (pouvoir à Monique Gonzales).

6. Energie / Participation à l'appel à manifestation d'intérêt pour le choix d'un opérateur en vue de l'équipement photovoltaïque des toitures des bâtiments publics

Rapporteur: Florence ROUCH

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 32 « Développer les productions d'énergies renouvelables et locales » ;

Vu la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle 2) ;

Vu la Loi n° 2015-992 du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) ;

Vu la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

L'agglo Foix-Varilhes est engagée depuis 2020 dans un plan climat air énergie territorial (PCAET). Les objectifs 2050 définis dans ce plan sont de devenir territoire à énergie positive (TEPOS), c'est-à-dire produire plus d'énergie renouvelable sur le territoire que d'énergies qui y sont consommées. Ces objectifs impliquent, outre la réduction de moitié de la consommation, de multiplier par deux la production d'énergie renouvelable sur le territoire. Le soleil constitue une ressource importante du territoire, aujourd'hui peu valorisée.

En 2021, une étude de potentiel photovoltaïque des toitures des bâtiments publics a été réalisée conjointement par le Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises (PNRPA) et la Communauté de communes Couserans Pyrénées (CCCP) sur l'ensemble du patrimoine communal et intercommunal identifiant une série de bâtiments adaptés à ce type d'équipement.

Il est proposé de mettre à disposition les toitures des bâtiments publics des collectivités locales identifiées lors de cette phase d'inventaire à des opérateurs pour y installer des équipements photovoltaïques.

Dans ce contexte, la CCCP propose de lancer un appel à manifestation d'intérêt à l'échelle du territoire du PNRPA sur lequel a porté l'inventaire afin d'assurer la mise en concurrence préalable au choix d'un opérateur.

Considérant l'intérêt pour la L'agglo de mettre à disposition ses toitures à un opérateur pour l'équipement photovoltaïque ;

Considérant, les résultats de l'étude du potentiel photovoltaïque des bâtiments de L'agglo réalisé par le PNR et la CCCP, il est proposé de retenir comme sites à intégrer à l'appel à manifestation d'intérêt les toitures des bâtiments suivants :

- Salle omnisport de L'agglo à Vernajoul.
- Résidence autonomie à Varilhes.
- Centre de loisirs à Varilhes.
- Pôle culturel à Varilhes.

Considérant qu'eu égard à son expérience, la CCCP entend assurer le rôle de coordonnateur de cet appel à manifestation d'intérêt.

Agnès Leclerc demande si EclEnr est associé au projet.

Florence Rouch rappelle les capacités financières limitées de cette société. Elle précise la mise en concurrence préalable au choix de l'opérateur.

Le président revient sur les objectifs du projet de territoire en équipant les toitures.

Patrick Eychenne relève les exigences de L'agglo en matière de construction ou rénovation d'un bâtiment : lorsque cela est possible, les bâtiments seront équipés de panneaux photovoltaïques.

Florence Rouch indique que des ombrières pourront être mises en place sur les parkings des sites de L'agglo (comme pour la salle omnisports de Ferrières), sous forme de mises à disposition conventionnelles.

Le président indique qu'un 4^{ème} site est intégré à la délibération : le pôle culturel de L'agglo.

Marcel Lopez demande si l'électricité produite pourra être traitée par les régies. Florence Rouch précise qu'en cas de régies, celles-ci assurent les travaux de raccordement et sont acquéreurs de l'électricité produite.

Agnès Leclerc rappelle les loyers symboliques dans le cadre de ces mises à disposition. Elle insiste sur la durée minimale de ces contrats, à savoir 20 ans.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la participation à l'appel à manifestation d'intérêt pour l'équipement photovoltaïque des toitures des bâtiments publics, coordonné par la Communauté de communes Couserans-Pyrénées.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Jean-Louis Pujol quitte l'assemblée.

7. Culture - école de musique / Adoption du projet d'établissement et demande de classement de l'école de musique en conservatoire

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu la charte des enseignements artistiques ;

Vu le schéma national d'orientation pédagogique ;

Vu le schéma départemental des enseignements artistiques ;

Considérant qu'Agglo 2026, un projet pour notre territoire acte dans l'action 56, la création d'un conservatoire labellisé ;

Considérant la mise en œuvre dès la rentrée de janvier 2022, d'une section théâtre à l'école de musique ;

Considérant que le projet d'établissement a été réécrit pour tenir compte des évolutions du service depuis la création de L'agglo et afin de fixer les objectifs à atteindre d'ici 2026, à savoir :

- *Faire de la musique, un outil d'identité du territoire* : évolution de l'école de musique vers un conservatoire, favoriser une meilleure communication au public, développer la présence de l'école sur l'intercommunalité, développer des partenariats avec les services du pôle et les entreprises du territoire.
- *Inscrire le projet dans une dynamique de recherche et d'innovation* : soutenir la diversité des formes, des esthétiques, des temps et des pratiques culturelles, développer la dimension numérique, des pratiques, des projets et des usages, valoriser les projets culturels innovants et solidaires.
- *Poursuivre et renforcer l'accès à la musique pour tous* : mettre la pratique artistique à la portée de tous les publics, réfléchir à l'organisation des moyens et le déplacement des publics.
- *Etre fédérateur d'un réseau de pratiques amateurs* : accompagner les pratiques artistiques amateurs et s'identifier comme centre de ressources, impulser une mise en réseau des enseignements artistiques.

Colette Lagarde-Authié présente le projet de conservatoire. Les enjeux du SNOP (schéma national d'orientation pédagogique) sont les suivants :

- Mettre l'accent sur les pratiques collectives
- Globaliser la formation

- Former à la direction d'ensembles
- Renforcer la place de la culture musicale
- Favoriser les démarches d'invention
- Renforcer les liens avec les établissements scolaires
- Renforcer les liens avec les pratiques en amateur

Les objectifs sont les suivants :

- Faire de la musique sur L'agglomération un outil d'identité du territoire
- Inscrire le projet dans une dynamique de recherche et d'innovation
- Poursuivre et renforcer l'accès à la musique pour tous
- Être fédérateur d'un réseau de pratiques amateurs
- Objectif 1 : Faire de la musique sur L'agglomération un outil d'identité du territoire

Axe n°1 : évolution de l'école de musique vers un conservatoire labellisé

- Vers une certification nationale
- Mise en place d'un parcours d'art dramatique, de l'initiation au 2nd cycle

Axe n°2 : favoriser une meilleure communication au public

- Améliorer la signalétique dans les villes
- Développer l'information au public en s'appuyant notamment sur les outils numériques

Axe n°3 : développer la présence de l'école sur l'intercommunalité

- Élaborer une saison culturelle avec les villes de l'agglomération
- Participer aux vœux du président de L'agglomération

Axe n°4 : partenariat avec le réseau de lecture et le pôle culture

- Une identité culturelle à l'échelle de L'agglomération

Axe n°5 : partenariat avec les entreprises du territoire

- Faire entrer la musique dans des lieux insolites
- EPIC tourisme, un partenaire privilégié
- Objectif 2 : Inscrire le projet dans une dynamique de recherche et d'innovation

Axe n°1 : soutenir la diversité des formes, des esthétiques, des temps, des pratiques culturelles

- Mise en place d'un parcours initial de direction d'orchestre
- Mettre en valeur la musique de tradition pyrénéenne
- Élaborer de nouvelles formes d'évaluation et garantir une offre personnalisée
- Croiser la musique avec les autres disciplines artistiques

Axe n°2 : développer la dimension numérique des lieux, des projets, des pratiques, des usages

- Définir le projet d'environnement numérique de la structure

Axe n°3 : valoriser les projets culturels innovants et solidaires

- Elaborer un projet pour les agents de L'agglomération
- Proposer une action participative sur le territoire
- Objectif 3 : Poursuivre et renforcer l'accès à la musique pour tous

Axe n°1 : mettre la pratique artistique à la portée de tous les publics

- Développer un département musique et troubles de l'apprentissage
- Consolider des partenariats
- Porter des actions éligibles à un contrat territorial d'éducation artistique et culturelle
- Développer des actions dans les établissements scolaires
- Développer des actions expérimentales
- Projet DEMOS – dispositif à vocation sociale

Axe n°2 : réfléchir à l'organisation des moyens et le déplacement des publics

- Réaliser une cartographie des élèves en regard du réseau de transports
- Encourager le covoiturage par l'intermédiaire de l'APEEM

Axe n°3 : doter l'établissement d'un auditorium, vecteur d'ouverture et d'accès à la culture

- Outil de travail, outil de cohésion, outil d'accueil et de création, outil de diffusion
- Objectif 4 : Être fédérateur d'un réseau de pratiques amateurs

Axe n°1 : accompagner les pratiques artistiques amateurs et s'identifier comme centre de ressources

- Aider à la structuration du milieu associatif pour les pratiques artistiques
- Former à la direction d'ensembles
- Consolider les partenariats et les passerelles avec les associations locales
- Création d'un pôle d'enseignement des musiques actuelles

Axe n°2 : impulser une mise en réseau des enseignements artistiques

- Soutenir et encourager les événements communs
- Harmonisation des pratiques pédagogiques
- Mutualisation des compétences et des moyens

Elle précise la réforme des conservatoires :

- Transformation des missions des conservatoires
- Offrir à chaque citoyen l'accès à une formation artistique de qualité
- Être un acteur clé dans la priorité donnée à l'EAC et l'application des droits culturels
- Inverser l'image des conservatoires
- Un classement en une seule appellation : conservatoire labellisé, avec comme grands principes
- Obligation d'offrir au moins 2 spécialités
- Possibilité en plus : être habilité à délivrer un DNEIM
- 3 types d'offre : parcours d'études / parcours projet / parcours libre
- Philosophie des apprentissages basée sur un suivi personnalisé se démarquant du modèle scolaire de progression dans les acquis
- Attribution sans limitation de durée

Les critères de classement sont les suivants :

- Établir un projet d'établissement validé par la collectivité avec :
- Choix pédagogiques et artistiques
- Stratégie numérique de l'établissement
- Nature des partenariats
- Modalités de travail avec les associations d'amateurs
- Modalités d'accueil du public adulte et des publics en situation de handicap
- S'inscrire dans une organisation territoriale de l'enseignement artistique
- Proposer a minima les 2 premières séquences de parcours
- 4 séquences : découverte, exploration, réalisation, approfondissement
- Séquence découverte et interdisciplinaire

Marcel Lopez demande de préciser la nature de la relation avec les entreprises.

Colette Lagarde-Authié répond qu'il s'agit de faire rentrer la musique dans le monde de l'entreprise.

Sylvie Estrade relève la beauté du projet mais souhaite l'intervention d'enseignants musicaux dans les écoles rurales.

Colette Lagarde-Authié indique que le dispositif existe déjà, toutefois les formes de communication doivent être revues. Elle précise qu'une participation financière est demandée aux communes.

Didier Bonnel demande les avantages du classement en conservatoire et les éventuelles sujétions notamment en termes financiers.

Colette Lagarde-Authié indique que le classement induit la reconnaissance par les autorités compétentes.

Le président complète le propos en précisant que L'agglo remplissait d'ores et déjà les critères pour la demande de classement. Le budget est maîtrisé et ne nécessite pas de nouveaux bâtiments.

Jérôme Azéma salue le travail de Mikaël Celma, directeur de l'école de musique et le classement en conservatoire dans la politique du mieux vivre ensemble et la découverte de domaines artistiques. L'attractivité du classement permet d'attirer de nouveaux profils d'enseignement. Il souligne l'efficacité du personnel enseignant. Concernant les auditoriums, il souhaite savoir si le centre culturel pourra être utilisé pour l'avenir.

Le président indique que la démarche sera prise en compte dans le transfert de l'ouvrage.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** le projet d'établissement 2021-2026 de l'école de musique.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à effectuer, auprès du ministère de la Culture et de la Communication la demande de classement de l'école de musique de L'agglo en conservatoire.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tous documents afférents à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

Nathalie Rodriguez quitte l'assemblée.

8. Enfance / Accueil de loisirs – modification des grilles tarifaires appliquées aux familles pour les accueils périscolaires du mercredi après-midi et extrascolaires des accueils de loisirs de L'agglo

Rapporteur : Michel Caux

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/001 du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Considérant que la CNAF a fait évoluer au 1^{er} janvier 2022 le seuil de quotient familial de 670€ à 700€ permettant de bénéficier de l'aide aux temps libres, que cette aide ATL vient en déduction du tarif payé par les familles pour les accueils de loisirs extrascolaires tels que ceux de L'agglo à Foix, Varilhes, Verniolle et Saint-Paul de Jarrat organisés par les Francas du Pays de Foix ;

Il est proposé de modifier les grilles tarifaires appliquées pour les accueils de loisirs périscolaires du mercredi après-midi, même si ces derniers ne peuvent bénéficier de l'aide ATL, et extrascolaires :

Accueil périscolaire, le mercredi après-midi		
Tranches QF*	Repas	Repas et après-midi
<435	5.00 €	6.00 €
435,01 à 530	5.50 €	7.00 €
530,01 à 700 (au lieu de 670)	6.00 €	8.00 €
700,01 (au lieu de 670.01) à 830	6.50 €	9.00 €
830,01 à 1.000	7.00 €	10.00 €
1.000,01 à 1.200	7.50 €	11.00 €
>1.200,01	8.00 €	12.00 €

Accueil extrascolaire durant les vacances scolaires							
Tranches QF*	Part à régler familles sans bons ATL			Valeur bon ATL** / jour	Part à régler familles avec bons ATL		
	Tarif Journée	Tarif matin et repas ou repas et après-midi	Tarif matin ou après-midi		Tarif journée	Tarif matin et repas ou repas et après-midi	Tarif matin ou après-midi
<435	10,00 €	6,00 €	5,00 €	8,00 €	2,00 €	2,00 €	1,00 €
435,01 à 530	11,00 €	7,00 €	5,50 €	7,00 €	4,00 €	3,50 €	2,00 €
530,01 à 700 (au lieu de 670)	12,00 €	8,00 €	6,00 €	6,00 €	6,00 €	5,00 €	3,00 €
700,01 (au lieu de 670.01) à 830	13,50 €	9,00 €	6,75 €		13,50 €	9,00 €	6,75 €
830,01 à 1.000	14,50 €	10,00 €	7,25 €		14,50 €	10,00 €	7,25 €
1.000,01 à 1.200	15,50 €	11,00 €	7,75 €		15,50 €	11,00 €	7,75 €
>1.200,01	16,50 €	12,00 €	8,25 €		16,50 €	12,00 €	8,25 €

*QF = quotient familial

**ATL = aide aux temps libres. La valeur du bon est divisée par 2 pour l'accueil en demi-journée avec ou sans repas.

Il est proposé :

Article 1 : **DE MODIFIER** les grilles tarifaires appliquées aux familles pour les accueils périscolaires du mercredi après-midi et extrascolaires des accueils de loisirs de L'agglomération organisés par Les Francas du Pays de Foix comme proposé ci-dessus.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité.

9. Enfance / Accueils de loisirs – modification de la grille tarifaire appliquée aux familles pour les séjours hiver 2022 des accueils de loisirs de L'agglomération à Foix, Saint-Paul de Jarrat, Varilhes et Verniolle, organisés par les Francas du Pays de Foix

Rapporteur : Michel Caux

Vu la délibération du conseil communautaire n°2020/001 du 8 janvier 2020 relative à l'action sociale d'intérêt communautaire spécifiant « L'étude, la création, la mise en place, la gestion, l'entretien, le financement de services et structures en direction de l'accueil de l'enfance (dès la scolarisation, jusqu'à 11 ans ou jusqu'au terme de la scolarisation en primaire) : accueil de loisirs extrascolaire agréé durant les périodes de vacances scolaires, accueil périscolaire le mercredi après-midi pour les communes ayant adopté un rythme hebdomadaire de 4.5 jours avec classe le mercredi matin et pour les communes ayant adopté un rythme scolaire de 4 jours sans classe le mercredi matin, mise en œuvre de transports d'enfants aux accueils périscolaires du mercredi après-midi » ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021/158 en date du 1^{er} décembre 2021 fixant les tarifs pour les séjours de L'agglomération organisés par les Francas du Pays de Foix pour la période du 28 février au 4 mars 2022 ;

Considérant que la Caisse nationale d'allocations familiales peut accorder une aide aux temps libres (ATL) aux familles dont le quotient familial est en dessous d'un certain seuil, que ce seuil est passé au 1^{er} janvier 2022 de 670€ à 700€, et que cette aide ATL vient en déduction du tarif payé par les familles pour les séjours de loisirs tels que ceux de L'agglomération ;

Il est proposé de modifier la grille tarifaire appliquée pour les séjours organisés sur la période du 28 février au 4 mars 2022, pour tenir compte de cette évolution du barème :

SEJOURS	AGE	Quotient Familial (QF)	NOMBRE JOURS	TARIF PLEIN* APPLIQUE AUX FAMILLES	MONTANT AIDE CAF (ATL)	MONTANT A REGLER PAR LA FAMILLE
SEJOUR SKI vacances Hiver 2022	8-11 ans	< 435	5	140,00 €	85,00 €	55,00 €
		De 435,01 à 530	5	160,00 €	80,00 €	80,00 €
		De 530,01 à 700 (au lieu de 670)	5	180,00 €	55,00 €	125,00 €
		De 700,01 (au lieu de 670.01) à 830	5	190,00 €		190,00 €
		De 830,01 à 1.000	5	220,00 €		220,00 €
		De 1.000,01 à 1.200	5	250,00 €		250,00 €
		> 1.200,01	5	270,00 €		270,00 €

*Pour les familles ayant un quotient familial inférieur à 700€, une aide aux temps libres (ATL) accordée par la CAF vient en déduction. La famille pouvant prétendre à ladite aide reçoit une notification de la CAF et la présente lors de l'inscription au séjour. La famille règle le montant du séjour, déduction faite de l'aide.

Il est proposé :

Article 1 : **DE MODIFIER** la grille tarifaire des séjours des accueils de loisirs de L'agglo organisés par Les Francas du Pays de Foix telle que proposée ci-dessus.

Article 2 : **DE PRÉCISER** que ces tarifs sont applicables pour les séjours organisés durant les vacances d'hiver 2022.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tout document relatif à ce dossier.

Adopté à l'unanimité.

10. Assemblées / Frais de déplacement des élus communautaires

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-12, L5211-13 ;

Vu les dispositions de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 ;

Considérant que les membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale peuvent être remboursés des frais de déplacement engagés à l'occasion des réunions des conseils ou comités, du bureau, des commissions instituées par délibération dont ils sont membres, des comités consultatifs de la commission consultative des services publics locaux et des organes délibérants ou des bureaux des organismes où ils représentent leur établissement ;

Considérant que la prise en charge de ces frais est assurée sur présentation d'un état de frais accompagné éventuellement des pièces justificatives afférentes et dans la limite, par mois, du montant de l'indemnité maximale susceptible d'être versée au maire d'une commune de moins de 500 habitants en application du barème fixé à l'article L. 2123-23 du CGCT ;

Considérant que la prise en charge des frais de transport est assurée dans les conditions définies par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Considérant la proposition de limiter le remboursement des frais de déplacements aux déplacements hors du département de l'Ariège ;

Considérant que les élus communautaires devront, dans la mesure du possible, privilégier les mobilités durables telles que le train, le car ou le co-voiturage ;

André Péchin souhaite que soit supprimé le terme auto partage pour le remplacer par covoiturage.

Le président accepte la proposition.

Marcel Lopez déplore le remboursement des frais de déplacement aux élus qui perçoivent une indemnité électorale.

Le président répond que les textes applicables permettent ces remboursements.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la prise en charge des frais de déplacement, conformément aux dispositions de l'article L5211-13 du code général des collectivités territoriales, des conseillers communautaires de L'agglo Foix-Varilhes, lorsque les réunions ont lieu en dehors du département de l'Ariège.

Les conseillers communautaires ne peuvent prétendre au remboursement que pour la durée de leur mandat.

Article 2 : **DE PRÉCISER** qu'il est demandé de privilégier, dans la mesure du possible, les mobilités durables (train, car, co-voiturage...) pour ces déplacements.

Article 3 : **DE DIRE** qu'un état des remboursements effectués au titre de ces dispositions sera annexé chaque année au vote du compte administratif.

Article 4 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Marcel Lopez et Agnès Leclerc).

11. Assemblées / Frais pour l'exécution d'un mandat spécial des élus communautaires

Rapporteur : Monsieur le Président

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L5211-12, L5211-14, L2123-18, R.2123-22-1 ;

Vu les dispositions de la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 ;

Vu la jurisprudence administrative, notamment CE, n° 265325, 24 mars 1950, n° 265325, et CE, 11 janvier 2006 ;

Considérant les remboursements de frais des élus communautaires limités par les textes à des cas précis tel que le remboursement des frais nécessités par l'exécution d'un mandat spécial, ou frais de mission ;

Considérant que les remboursements de frais sont subordonnés à la production des justificatifs des dépenses réellement engagées ;

Considérant que les élus communautaires doivent privilégier les mobilités durables telles que le train, le car ou le co-voiturage ;

Le remboursement des frais que nécessite l'exécution des mandats spéciaux s'applique aux membres des conseils de métropole, de communauté urbaine, de communauté d'agglomération et de communauté de communes.

Pour obtenir le remboursement des dépenses engagées dans le cadre d'un déplacement ou d'une mission, l'intéressé doit agir au titre d'un mandat spécial, c'est-à-dire d'une mission accomplie, en matière intercommunale par exemple, dans l'intérêt de L'agglo, par un membre du conseil communautaire et avec l'autorisation de celui-ci.

La notion de mandat spécial exclut toutes les activités courantes de l'élu et doit correspondre à une opération déterminée, de façon précise, quant à son objet et limitée dans sa durée.

Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels et indispensables. Il est proposé que ceux-ci seront pris en charge à condition qu'ils dépassent le cadre départemental et ne comprennent pas les frais de repas. Ce mandat spécial pourra s'appliquer au président, Thomas Fromentin, et aux vice-présidentes et vice-présidents délégués : Annie Bouby, Michel Tartié,

Patrick Eychenne, Florence Rouch, Pierre Ville, Colette Lagarde-Authié, Francis Authié, Paul Cayrol, Anne Vilaplana, Jean-Paul Alba, Michel Caux, Danielle Carrière, Monique Gonzales et Francis Laguerre. Il est délivré sur la durée de mandat sous réserve d'une désignation expresse.

Les frais de transport sont remboursés sur la base de la présentation d'un état de frais accompagné éventuellement des pièces justificatives afférentes.

Les frais de séjour (hébergement) sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R.2123-22-1 du CGCT. Le remboursement forfaitaire s'effectue dans la limite du montant des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la prise en charge des frais de déplacement pour l'exécution d'un mandat spécial aux conseillers communautaires de L'agglo, lorsque les réunions ont lieu en dehors du département de l'Ariège, en excluant les frais de repas.

Ces réunions, auxquelles les conseillers communautaires représentent L'agglo, sont organisées par la Région Occitanie, la préfecture de Région, les ministères et les organismes ou agences qui dépendent des trois entités susmentionnées.

La durée du mandat spécial est calquée sur la durée de mandat des conseillers communautaires.

Les frais de séjour (hébergement) sont remboursés forfaitairement en vertu de l'article R.2123-22-1 du CGCT.

Article 2 : **DE PRÉCISER** qu'il est demandé de privilégier, dans la mesure du possible, les mobilités durables (train, car, co-voiturage...) pour ces déplacements.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que le remboursement sera effectué sur la base d'un ordre de mission délivré préalablement par le président indiquant que la participation à la réunion relève du mandat spécial.

Article 4 : **DE DIRE** qu'un état des remboursements effectués au titre de ces dispositions sera annexé chaque année au vote du compte administratif.

Article 5 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 6 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité - 2 abstentions (Marcel Lopez et Agnès Leclerc).

12. Ressources humaines / Création d'un poste d'agent d'entretien de locaux multisites, à temps non complet, à raison de 32 heures hebdomadaires, relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, et qu'il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Vu l'étude des besoins de services situés à Varilhes par le biais du pôle technique ;

Considérant la nécessité de l'augmentation du temps d'entretien au sein de la maison de l'enfance de L'agglo à Varilhes, incluant notamment la ludothèque ;

Considérant la réorganisation de la planification du travail des agents d'entretien de locaux multisites ;

Il est proposé à l'assemblée de créer un poste d'agent d'entretien de locaux multisites, à temps non complet, à raison de 32 heures hebdomadaires, relevant du grade d'adjoint technique. Il est précisé à l'assemblée que le comité technique sera saisi ultérieurement pour supprimer l'actuel poste ouvert aux mêmes fonctions, mais à hauteur de 25 heures hebdomadaires.

Il est proposé :

Article 1 : **D'APPROUVER** la création d'un poste d'agent d'entretien de locaux, relevant du grade d'adjoint technique à temps non complet, à raison de 32 heures hebdomadaires, auprès de la maison de l'enfance, du lieu d'accueil enfants-parents (LAEP) et de l'école de musique, situés à Varilhes.

Article 2 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité.

13. Ressources humaines / Création d'un poste de directeur de pôle développement économique relevant du grade attaché territorial

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, stipulant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Considérant le terme du contrat de l'agent répondant actuellement à la mission de directrice du pôle développement économique, au 31 mars 2022 ;

Il est proposé à l'assemblée de créer le poste de directeur de pôle développement économique, à temps complet, relevant du grade d'attaché territorial.

Dans les cas d'impossibilités de recrutement d'agents fonctionnaires, ledit poste sera ouvert à des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée. La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un fonctionnaire.

Marcel Lopez relève le travail de qualité de Marika Repond et souhaite l'adjonction de fonctions au poste proposé notamment pour les économies d'énergie, l'artificialisation des sols.

Le président répond que lors du dernier conseil, a été créé un poste de conseiller en énergie partagée. Il ne s'agit pas des mêmes missions et ainsi des mêmes métiers.

Il est proposé :

Article 1 : **DE CRÉER** un poste de directeur de pôle développement économique, à temps complet, sur le grade d'attaché territorial, tel que défini ci-dessus.

Article 2 : **D'AUTORISER** la modification du tableau des effectifs en ce sens.

Article 3 : **D'AUTORISER** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

14. Ressources humaines / Débat sur la protection sociale des agents territoriaux

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu les projets de décrets portant fixation des bases minimales d'implication financière des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Considérant l'obligation de mener un débat en assemblée délibérante afin, notamment, de déterminer les principes des participations en termes de prévoyance et de santé, auprès du personnel de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la note de L'agglo Foix-Varilhes détaillant les éléments présentés et débattus ;

Un débat doit être mené en conseil communautaire afin :

- D'informer du nouveau cadre réglementaire en termes de participations des employeurs publics eu égard les protections sociales de ses agents.
- De rappeler l'utilité d'une couverture en prévoyance.
- De rappeler les actions déjà menées au sein de L'agglo Foix-Varilhes.
- De poser les principes et objectifs des futures participations de L'agglo Foix-Varilhes.

L'assemblée est informée que ce débat est désormais obligatoire après chaque renouvellement de gouvernance. Il est précisé à l'assemblée qu'aucune évolution de fonctionnement n'est proposée pour l'année débutée. Les mesures en vigueur au sein de L'agglo Foix-Varilhes restent inchangées.

Il est proposé :

Article 1 : **D'ACTER** le débat sur la protection sociale engagée auprès du personnel de L'agglo Foix-Varilhes.

Article 2 : **D'ACCEPTER** l'approfondissement des objectifs ciblés dans la note jointe à la présente délibération.

Article 3 : **DE PRÉCISER** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Adopté à l'unanimité.

Questions diverses

1. Régie municipale de l'eau et de l'assainissement de Varilhes – question de Marcel Lopez

Marcel Lopez fait référence à la convention entre L'agglo et la commune de Varilhes relative aux compétences eau et assainissement qui prend fin en décembre 2022. C'est un service auquel la municipalité et les usagers sont très attachés. Il rappelle les fonctions du service notamment en termes d'astreinte. Il demande le renouvellement de la convention pour 3 ans. Il convient de tenir compte des attentes des habitants et de l'efficacité du service. Il rappelle le transfert de la compétence pour les autres communes, au SMDEA dont le prix est plus cher. Il fait part de sa rencontre avec la commune d'Aucazein. Il indique la mobilisation des usagers sur le sujet et souhaite prévenir cette mobilisation.

Le président souligne la légitimité de la question mais déplore la fin des propos concernant la mobilisation.

Il informe que le bureau communautaire a pris acte, à l'unanimité, de la fin de la convention.

Le président rappelle l'historique. La loi Notre a prévu le transfert des compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération. La mandature précédente avait accepté la conclusion d'une convention avec la commune de Varilhes. A l'issue, il avait été convenu que la convention ne serait pas renouvelée, elle ne sera donc pas renouvelée. Il rappelle que le SMDEA est un service public. L'agglo souhaite accompagner la commune de Varilhes dans le cadre du transfert sous tous ses aspects. Il souligne la responsabilité civile et pénale de L'agglo en matière d'eau et d'assainissement dans le cadre d'une logique conventionnelle. Ce qui n'est pas le cas en cas de transfert au SMDEA.

Martine Estéban regrette la décision prise mais comprend la question de responsabilité. Elle souligne l'équilibre du budget du service, avec des équipements performants et un personnel compétent. Toutefois, elle indique les exigences de l'ARS à laquelle la commune n'aurait pas pu ou difficilement pu faire face financièrement. Elle remercie le président pour sa démarche d'accompagnement.

Marcel Lopez ne partage pas la position tant en termes d'investissements à venir que sur la responsabilité.

Le président rappelle les considérations relatives à la responsabilité de L'agglo.

Le président indique que le prochain conseil aura lieu le 23 mars prochain.

Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 20h30.